

AU CARREFOUR DES MOBILITÉS LOCALES : QUAND CHAQUE FRANÇAIS CHOISIT SA VOIE

Stewart Chau

14/11/2025

Les élections municipales de 2026 seront le prochain rendez-vous démocratique dans une période institutionnelle agitée et la dernière étape avant la présidentielle de 2027. Pour analyser cette séquence politique décisive du point de vue de l'opinion, un baromètre inédit, lancé par l'Institut Verian, *L'Opinion* et la Fondation Jean-Jaurès, suit régulièrement des indicateurs essentiels comme l'intérêt porté à l'élection, l'intention de participation ou encore les priorités qui guident le vote, tout en approfondissant une thématique locale. À partir des résultats de la deuxième vague, en partenariat avec Mobilians, Stewart Chau, directeur de clientèle à l'Institut Verian, aborde les enjeux de mobilité, notamment liés à la voiture. Entre usage quotidien et aspiration à un modèle plus vertueux, la voiture sera-t-elle au cœur de la campagne municipale ?

Les résultats de la deuxième vague

Dans notre rétroviseur, le 17 novembre 2018, près de 300 000 personnes, vêtues de «**vestes à haute visibilité**», occupaient ronds-points, péages et barrages à travers la France : c'était l'acte du mouvement des «**gilets jaunes**». L'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), destinée à lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions de CO₂, allait constituer le déclencheur d'un mouvement social dénonçant «**la traque des conducteurs**».

Toucher à la voiture dans notre pays n'est jamais aisé, tant elle constitue à la fois un objet utile au quotidien, voire incontournable pour beaucoup, un vecteur de liberté, une représentation d'un mode de vie et, pour certains, un outil de distinction sociale.

La deuxième vague de l'Observatoire des municipales, menée par Verian en partenariat avec Mobilians et la Fondation Jean-Jaurès, aborde les enjeux de mobilité et confirme ce constat : la voiture s'impose toujours comme un élément central de la vie des Français, demeurant l'outil du

quotidien, notamment dans les zones rurales et les petites villes où les alternatives sont rares. Mais les résultats montrent également l'aspiration des Français à faire évoluer de manière plus vertueuse l'usage de la voiture, incarnée par la voiture électrique, dont ils soulignent aujourd'hui l'accès difficile et les contraintes.

La mobilité est un sujet au cœur des élections municipales. Loin d'être secondaire, il exprime et révèle les imaginaires qui s'affrontent autour de la ville idéale de demain, dans laquelle la voiture, quelle qu'elle soit, semble garder une place. Pour l'heure, la mobilité urbaine ne se construira pas contre la voiture.

La mobilité du quotidien : entre habitudes et contraintes persistantes

La mobilité, loin d'être un choix pour tous, révèle une France divisée. Si la voiture reste le mode de déplacement privilégié pour 58% des Français (qui la citent en premier de mode de déplacement utilisé au quotidien), près de la moitié (44%) expriment un sentiment de contrainte, particulièrement marqué dans les zones rurales et les petites villes. Ce manque d'alternatives façonne les usages et nourrit les imaginaires de la ville de demain.

Les difficultés de mobilité ne sont pas anecdotiques : un Français sur cinq (25%) juge les déplacements difficiles dans sa commune, et ce chiffre grimpe à plus d'un tiers en milieu rural (35%). Ces contraintes ont des conséquences concrètes : 41% ont déjà renoncé à des loisirs et 35% ont limité leurs sorties. Près d'un sur cinq (24%) a même envisagé de déménager pour retrouver une meilleure accessibilité.

Parmi les points noirs, l'état des routes, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la facilité de stationnement cristallisent les critiques.

Si l'action des maires en matière de mobilité est jugée positivement par la moitié des Français, elle demeure néanmoins sujette à débat : 33% jugent négativement l'action de leur édile sur cet enjeu, notamment dans les territoires ruraux et l'agglomération parisienne.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'électrique, une aspiration timide en raison de son coût

La voiture électrique ou hybride rechargeable séduit, pour l'heure, une minorité de Français interrogés (17% de propriétaires). Toutefois le marché est relativement porteur, puisque 21% des non-possédants envisagent l'achat d'une voiture électrique à l'avenir. On voit bien que l'aspiration reste, aujourd'hui, encore assez timide.

En cause, le coût d'acquisition et l'autonomie limitée constituent des freins majeurs pour respectivement 62% et 51% des Français. Par conséquent, les leviers d'adoption sont avant tout économiques : prix d'achat, aides, réparabilité et coût de la recharge, preuve que l'électrique est encore très lié au coût représenté.

Au-delà de l'aspect financier, c'est sur la dimension pratique qu'il faut rassurer : l'installation de bornes de recharge apparaît comme un facteur décisif, car, en l'état, le manque d'infrastructures de recharge est cité comme un frein à l'achat d'un véhicule électrique par 62% des Français.

Seuls 40% savent qu'il existe des bornes accessibles près de chez eux, un chiffre qui monte, certes, à 52% en région parisienne, mais qui reste faible ailleurs. À ce sujet, les efforts fournis par les communes sont perçus comme très relatifs : près de sept Français sur dix jugent les efforts de leur commune assez faibles, voire insuffisants, en matière d'installation de bornes, et seuls 10% perçoivent des actions visibles.

La ville idéale : des visions contrastées de l'avenir

Interrogés sur la ville idéale, les Français expriment des attentes multiples et parfois contradictoires. Inclusion des transports, accessibilité des réseaux publics, sécurisation des pistes cyclables et augmentation des places de stationnement figurent en tête des priorités. Mais le consensus s'arrête là.

L'avenir de la mobilité électrique divise : seuls 34% se disent optimistes, contre 46% de pessimistes.

Cette absence de consensus se retrouve dans les scénarios de ville idéale : 42% souhaitent une

ville pratique et automobile, 32% une ville verte axée sur les mobilités douces, 11% une ville technologique et durable, et 15% restent indécis. La ville de demain ne se fera pas « sans voiture ».

La ville idéale, telle qu'imaginée par les Français, doit donc conjuguer toutes les injonctions des différents usagers, entre transition écologique et préservation des habitudes bien installées, voire des contraintes persistantes. Il s'agit certainement de construire non pas « la » mais « les » villes idéales de demain.

L'intérêt pour les municipales : présent mais fragilisé

Par rapport à **octobre dernier**, l'intérêt des Français pour les élections municipales ne faiblit pas. Près de sept Français sur dix se disent intéressés par ce scrutin, et un tiers d'entre eux (33%) se déclarent même « très intéressés ». Un score stable depuis un mois, qui montre que la séquence politique nationale et l'usure qu'elle peut générer n'impactent pas, pour l'heure, l'attention portée aux enjeux locaux.

Mais ces chiffres invitent à la prudence. Si 78% des Français affirment qu'ils iront voter, cette intention recule de cinq points par rapport à octobre 2025.

Autre signal : la notoriété des candidats reste très limitée à quatre mois des échéances. À ce titre, 51% des personnes interrogées connaissent déjà les principaux candidats qui vont se présenter aux prochaines élections municipales dans leur commune, un niveau inchangé depuis un mois, signe que la campagne n'a pas encore véritablement pris son envol.

Le risque ? Que la séquence nationale occulte les échéances locales et accentue la baisse de participation. Ces tendances engagent donc les candidats à lancer pleinement la campagne municipale, malgré un climat politique national jugé préoccupant par l'opinion et perçu comme désastreux pour une large majorité de Français.